

# RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

## SOMMAIRE

APPEL  
Ensemble pour la  
préservation du  
service public postal  
(Page 2)

Vie Interne  
Nouvelle déclaration  
de principes de  
Réso  
(Page 3)

VIèmes Vendémiaires  
(Page 4)

## Le mot de la Présidente

En cette période estivale, on ne peut pas dire que l'actualité sociale soit au repos. Réforme du code du travail, qui accentue les contraintes sur les chômeurs de plus de trois mois, sommés de trouver un emploi même si celui-ci est situé loin de leur domicile ou est moins rémunéré que leur emploi précédent, remise en cause par des artifices de la durée légale du travail qui, même si elle reste officiellement fixée à 35 heures, pourra dépasser largement cette limite grâce aux heures supplémentaires pour les cadres dits « au forfait » et les salariés « autonomes », dès lors qu'un accord d'entreprise en décidera ainsi, même s'il est moins favorable que l'accord de branche, allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, naissance officielle du groupe GDF/Suez qui privatise Gaz de France à la grande joie de Gérard Mestrallet, nouveau PDG du groupe et ancien numéro un de la société belge Suez ... Sans oublier la généralisation du livret A à toutes les banques, adoptée dans le cadre de la loi dite de modernisation de l'économie qui risque de rendre encore plus difficile la construction de logements sociaux déjà notoirement insuffisante.



Une fois de plus, le gouvernement a choisi l'été pour faire adopter ses mesures antisociales à la plus grande joie du patronat qui voit l'une de ses vieilles revendications – la primauté donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branches ou les accords nationaux - enfin reconnue. On ne sait si les deux faits sont liés mais c'est aussi le moment choisi par le MEDEF pour mettre fin aux négociations sur la pénibilité du travail et ses conséquences en matière de retraite. Hasard du calendrier, on apprend au même moment, par un rapport officiel, ce qu'on pressentait déjà : la loi Fillon de 2003 sur les retraites n'a pas eu les effets escomptés : au lieu d'augmenter, l'âge réel de départ en retraite baisse entraînant de facto une nouvelle diminution du niveau des pensions (- 6% depuis la réforme Balladur de 1993).

Côté politique, ce début d'été aura été marqué par le feuilleton sur la réforme institutionnelle, finalement adoptée par deux voix de majorité au grand soulagement de Sarkozy qui n'aura pas lésiné sur les pressions en tous genres pour parvenir à ses fins. Il est encore trop tôt pour dire si cette réforme aura les effets limités que certains constitutionnalistes lui prêtent ou si, au contraire, à l'image de la réforme de l'élection du Président de la République ou du raccourcissement de son mandat à cinq ans, elle apparaîtra comme un fait majeur. Il n'en demeure pas moins qu'elle a déjà eu pour conséquence de faire apparaître les divisions de la gauche à un moment où certains de ses leaders tentaient de mener la bataille contre le gouvernement. Cela intervient en plus dans un contexte où les responsables socialistes et communistes sont avant tout préoccupés par la préparation de leurs congrès, préoccupation d'autant plus légitime que des choix qui seront faits à cette occasion découleront de l'organisation de l'opposition pour les quatre prochaines années.

Venant après d'autres rencontres du même type réalisées en province, le dîner-débat de Gauche Avenir du 7 juillet à Paris a, en tout cas, montré l'envie partagée par de nombreux militants des différents partis de gauche d'agir et de réfléchir ensemble à la construction d'un nouvel avenir, même si les avis divergent sur la stratégie à adopter, les uns souhaitant la mise en place d'un rassemblement de toute la gauche, maintenant ou non les structures actuelles des partis, tandis que d'autres penchent plutôt sur la création d'un parti de gauche excluant les sociaux-libéraux, à l'image de « Die Linke » en Allemagne. On se gardera de trancher ici cette question. L'essentiel est que le débat ait lieu. Résistance Sociale entend y contribuer à l'occasion de ses sixièmes Vendémiaires, qui, nous l'espérons, permettront de faire dialoguer encore plus largement que l'an passé militants syndicaux, politiques et associatifs.

En attendant, bonnes vacances à toutes et tous !

**Marinette BACHE**



# SERVICES PUBLICS

## APPEL

### Ensemble pour la préservation du service public postal

Depuis quelques jours, une offensive est menée par les dirigeants de La Poste afin d'obtenir de l'Etat la transformation de celle-ci en société anonyme et la mise en vente d'une partie de son capital. Motif : ce serait la seule solution pour permettre à La Poste de faire face aux conséquences de la mise en concurrence totale du courrier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La main sur le cœur, ils nous jurent que cette transformation ne porterait pas atteinte au service public postal et ne remettrait pas en cause le statut des personnels et notamment des fonctionnaires, encore majoritaires au sein de l'établissement public.

Comment les croire alors que nous avons vu ce qui s'est passé à France Télécom, à EDF ou GDF ou encore à la SNCF dont les trains tombent de plus en plus souvent en panne, faute d'entretien suffisant des voies et infrastructures ?

Comment oublier que l'actuel Président de la République avait juré devant la représentation nationale que le changement de statut d'EDF/GDF n'entraînerait pas de privatisation ? On voit aujourd'hui ce qu'il en est avec le mariage GDF/Suez et les menaces de nouvelles augmentations des prix du gaz.

La mise en concurrence des services de l'électricité n'a pas produit la baisse annoncée des prix : au contraire. Et, sans le maintien des prix réglementés, ceux-ci se seraient sans doute envolés. Nul doute qu'il en irait de même en matière de courrier si La Poste était privatisée. D'ailleurs, alors même qu'elle ne l'est pas encore, on a vu l'augmentation vertigineuse des tarifs de ses services financiers depuis la mise en place de La Banque Postale.

Quant au maintien des bureaux de poste, comment croire qu'il serait assuré alors que, déjà, ce sont des centaines de bureaux qui ont été fermés ou transformés en agence postale communale ou en relais-poste au cours de ces dernières années, cela au grand dam des élus, la plupart du temps mis devant le fait accompli ? Même les grandes villes ne sont pas épargnées avec la fermeture de certains bureaux une partie de la journée !

On nous dit que la transformation de La Poste en société anonyme faciliterait sa croissance à l'étranger. L'exemple de France Télécom est là pourtant pour montrer ce qu'il peut advenir lorsque les intérêts financiers de quelques uns prennent le pas sur l'intérêt national. Faut-il rappeler qu'il s'en est fallu de peu pour que France Télécom, hier encore fleuron de l'industrie française, ne soit acculée à la faillite à cause d'acquisitions hasardeuses à l'étranger ? Est-ce cela que l'on veut pour La Poste ?

Quant au personnel comment croire que les fonctionnaires ne seront pas touchés en cas de changement de statut alors que France Télécom, là encore, a donné l'exemple avec de fortes incitations et, parfois même, un véritable harcèlement pour obliger les fonctionnaires à changer de statut ou à quitter l'entreprise ?

Que dire de l'actionariat salarié qui serait, dit-on, utilisé en cas de vente d'une partie du capital ? Faut-il rappeler les pertes subies par les télécommunicants qui s'étaient laissés séduire par les sirènes de Thierry Breton et consorts ?

Non, décidément, rien dans ce projet ne peut nous convaincre de son bien-fondé.

Nous appelons tous les usagers, personnels, élus à se mobiliser pour faire ensemble échec à cette tentative de remise en cause du service public postal.

**Militants politiques, syndicalistes, élus, usagers, postiers, Résistance Sociale vous invite à signer cet appel !**

✂-----

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

COURRIEL : .....

Responsabilités politiques, syndicales ou associatives : .....

Signe l'appel « Ensemble pour la préservation du service public postal »

A renvoyer à : **Résistance Sociale 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS**

# VIE INTERNE DE RÉSISTANCE SOCIALE

*Le monde bouge, Résistance Sociale aussi. A l'occasion de la prochaine remise à neuf de son site Internet que vous retrouverez bientôt sous un nouveau look à l'adresse habituelle, le conseil d'administration de Réso a adopté une nouvelle déclaration de principes que vous trouverez ci-dessous. La rédaction.*

## Nouvelle déclaration de principes de Résistance Sociale

A entendre certains prophètes financiers, rejoints par quelques chefs d'entreprise ou économistes libéraux, la richesse ne devrait être produite que par les mouvements de capitaux ou des entreprises sans usines ni ouvriers.

Le cours des actions d'une entreprise fléchit lorsqu'elle embauche ou investit ; il s'envole quand elle licencie ou réduit les salaires de ses personnels. La logique financière a pris le pas sur la logique industrielle : une « bonne entreprise » n'étant plus une entreprise veillant à la qualité de sa production et de ses investissements mais une entreprise donnant toujours plus à ses actionnaires.

Le libéralisme économique détruit tout sur son passage.

La première révolution industrielle créa une nouvelle condition terrible, sans aucune protection : celle du prolétariat. Cela entraîna une floraison de réflexions, d'analyses, de conceptions et d'organisations de luttes, tout comme l'avait connu le siècle des Lumières avec l'avènement de la bourgeoisie. Cela permit au Mouvement ouvrier et au socialisme de se développer et de représenter un véritable espoir pour les peuples : le progrès social était possible, il fallait seulement s'organiser. S'ensuivit de terribles répressions mais aussi de magnifiques victoires. De là, de multiples avancées.

Où en sommes nous aujourd'hui ?

Ce début de 21ème siècle ressemble à s'y méprendre à une période de contre-réforme : reculs sans précédent des droits existants acquis de hautes luttes, fragilisation des emplois et des parcours professionnels, fin de toute garantie d'avenir pour l'ensemble des salariés : du public ou du privé, ouvrier, agent ou cadre.

Les attaques se répètent de la part des ultra-libéraux : les profits et les salaires des patrons augmentent exponentiellement ; le pouvoir d'achat des salariés baisse ; le cadre social et la solidarité nationale volent en éclat.

Pourtant, la mobilisation des salariés reste limitée. Elle se traduit par une césure de plus en plus marquée entre le peuple et ses dirigeants, des référendums camouflés contre l'Europe libérale et fédérale, mais ne produit pas de mouvements de grande ampleur.

La principale raison est certainement que, contrairement à la fin du XIXème et durant une grande partie du XXème siècle, la pensée socialiste n'irrigue plus les milieux salariaux, économiques et intellectuels.

Aucun système alternatif ne semble, pour le moment, pouvoir être opposé au modèle libéral. Les organisations de progrès ne semblent plus en mesure de dispenser une véritable éducation populaire. Pire : l'alternative politique, espérons-le momentanément, a perdu toute crédibilité.

Pourtant, l'Histoire n'est pas finie.

L'Amérique, hyper puissance mondiale hier, phare du libéralisme aujourd'hui, chancelle. Des facteurs endogènes comme la crise des subprimes ou la spéculation financière sont mis en avant pour expliquer ce déclin ; mais il faut également y ajouter des facteurs exogènes comme le décollage du Brésil, de l'Inde et de la Chine, le réveil de la Russie et les borbors irakien et afghan.

La zone d'influence géopolitique des Etats-Unis s'amenuise comme le montrent les récentes victoires de la Gauche en Amérique latine. La victoire d' Hugo Chavez au Venezuela et l'effet domino qui a suivi dans le reste de l'Amérique latine montrent que le système ultra-libéral n'est pas indéboulonnable : il suffit qu'un peuple décide de prendre sa destinée en main pour s'en affranchir, même si cela ne s'accomplit pas sans résistances (grèves des paysans en Argentine, tentatives de sécession en Bolivie ou au Brésil ...).

En Europe, les gouvernements s'accordent pour mener une politique ultra-libérale ; de Varsovie à Lisbonne, ils démantèlent le cadre social des salariés. Rien ne semble devoir les faire reculer, à commencer par le déni de la démocratie.

En France, c'est notre modèle social et de solidarité nationale qui est scrupuleusement démantelé. C'est l'héritage de la Révolution Française, de la Commune, du Front populaire, du Comité national de la Résistance et du Programme commun que l'on saccage.

Face à cette logique, Résistance Sociale entend agir pour un autre avenir : celui de la construction d'une république sociale dans le droit fil de la pensée de Jean Jaurès pour qui « le socialisme, c'est la république accomplie ».

Cette république sociale est aujourd'hui, à notre avis, la seule qui puisse permettre de tisser un fil entre l'histoire du mouvement ouvrier, celle du socialisme et de l'internationalisme.

Pour y parvenir, Résistance Sociale souhaite offrir un cadre, hors rivalités politiques et syndicales, aux militants syndicaux, politiques et associatifs pour se rencontrer et échanger.

Il est en effet impératif de faire avancer les convergences. Elles sont nécessaires à la mise en œuvre, ici et maintenant, d'une véritable résistance sociale et au dessin des contours de ce qui pourrait être une alternative au système capitaliste.

Informé, formé, favoriser le débat, la diffusion de l'information et la perception commune des enjeux d'aujourd'hui et de demain, c'est l'urgence pour permettre de recréer un véritable rapport de forces et reconstruire l'avenir.

# LES VIÈMES VENDÉMIAIRES DE RÉSO

## « Comment recréer un véritable rapport de forces entre le capital et le travail ? ».

*Les attaques ultra-libérales se multiplient, les profits augmentent, les salaires des patrons s'envolent tandis que le pouvoir d'achat baisse et que le cadre social vole en éclat. Sarkozy chute dans les sondages, le peuple rejette toute mesure gouvernementale à l'échelle nationale ou européenne. Et pourtant, il semble que la mobilisation des salariés reste limitée.*

Aussi, Résistance sociale vous invite

le samedi **25 octobre 2008** (date à confirmer)

de 10h à 17h

à venir réfléchir et débattre autour de deux thèmes :

- **Comment résorber la crise du militantisme et de la mobilisation des salariés et des citoyens ?**
- **Quelles interactions entre syndicalisme et politique ?**

Avec, comme tous les ans, la participation de responsables syndicaux, politiques et associatifs.

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

**Siège social :**  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :**  
[www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [resistance.sociale@aliceadsl.fr](mailto:resistance.sociale@aliceadsl.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à :** RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)